

LA COMPETITIVITE DE LA ROUMANIE : ENJEUX ET PERSPECTIVES

Nicoleta SIRGHI²⁹, Ioana VADASAN³⁰

Introduction et délimitations théoriques

Conformément à l'OCDE, *la compétitivité* est « la latitude dont dispose un pays évoluant dans des conditions de marché libre et équitable pour produire des biens et services qui correspondent aux normes internationales du marché, tout en maintenant et en augmentant simultanément les revenus réels des habitants à long terme » (www.oecd.org).

L'Union européenne a défini *la compétitivité* comme « la capacité d'un pays à améliorer durablement le niveau de vie de ses habitants, afin de leur procurer un haut niveau d'emploi et de cohésion sociale, dans un environnement de qualité. La compétitivité peut s'apprécier par l'aptitude des territoires à maintenir et attirer les activités, et par celles des entreprises à faire face à leurs concurrentes » (www.europa.eu).

La compétitivité est, généralement, classifiée en compétitivité-prix et compétitivité hors-prix ou structurelle.

La compétitivité-prix représente la capacité d'une entreprise ou d'un pays à produire des biens et des services à des prix inférieurs à ceux des concurrents. La compétitivité-prix dépend des niveaux relatifs des coûts de production, des marges des producteurs, mais aussi des niveaux du taux de change pour les entreprises qui exportent. Le taux de change peut avoir un impact important sur la compétitivité-prix : une dépréciation de la monnaie nationale conduit à une diminution de l'exportation et du niveau de prix des produits exportés. Pour bon nombre d'entreprises de l'Union européenne, la parité euro/dollar peut jouer un rôle déterminant dans la compétitivité-prix à l'exportation (Caselli, F.2009).

La compétitivité hors-prix ou structurelle est la capacité d'imposer ses produits indépendamment de leur prix (qualité, services après-vente, image de la marque, délais de livraisons, capacité de s'adapter à une demande diversifiée, etc.). La compétitivité structurelle repose sur la capacité d'innovation et d'amélioration constante de la productivité et de la qualité. (Glaeser et al.,2004). Par rapport aux aspects économiques, la stabilité du taux de change est également bénéfique du point de vue de la compétitivité, ceci du au fait que la volatilité est en baisse.

Nous allons voir maintenant quels sont *les effets d'une faible compétitivité* sur l'économie nationale. Une faible compétitivité de l'économie d'un pays n'incitera pas les entreprises étrangères à placer des centres de recherche ou de production dans le pays. Cette faible compétitivité fragilisera les entreprises nationales, leur faisant perdre des parts de marché par rapport aux concurrents étrangers (Sirghi et Cismas, 2008). Ceci diminuera le niveau de la production par travailleur et l'emploi total au sein du pays, et par conséquent il y aura une augmentation du taux de chômage.

²⁹ Maître de Conférences, Université de l'Ouest de Timisoara, Roumanie, Faculté d'Economie et d'Administration des Affaires, Département d'Economie et Modélisation Economique. E-mail :sirghi_13@hotmail.com

³⁰ Maître de Conférences, Université de l'Ouest de Timisoara, Roumanie, Faculté d'Economie et d'Administration des Affaires, Département d'Economie et Modélisation Economique. E-mail : ioana.vadasan@fse.uvt.ro

Les facteurs d'amélioration de la compétitivité

La compétitivité d'un pays, repose sur de nombreux facteurs, interagissant entre eux : le coût du travail (les salaires versés, les cotisations sociales salariales et patronales, les divers impôts et taxes sur la main d'œuvre) ; la durée du temps de travail ; l'organisation du travail et la qualité du dialogue social ; l'investissement en formation continue des salariés ; le coût des matières premières et de l'énergie ; la qualité des produits fabriqués ; le taux de change ; la capacité des entreprises à trouver des financements et des capitaux ; l'effort de recherche et d'innovation dans les secteurs porteurs ainsi que le soutien à l'exportation ; la prise en compte des facteurs de développement durable ; la stabilité de l'environnement fiscal et social ; l'existence d'une véritable politique industrielle ; les politiques publiques qui améliorent le cadre dans lequel évoluent les acteurs économiques (la qualité des infrastructures, des réseaux et des services publics, etc.)

Les facteurs de la compétitivité nationale peuvent être classés en facteurs macroéconomiques et facteurs microéconomiques (Delgado et al., 2012). *Les facteurs macroéconomiques de la compétitivité* sont ceux qui créent des opportunités pour une plus grande productivité, sans être directement liés à la productivité d'une entreprise.

Il s'agit, d'abord d'une première dimension relative à l'infrastructure sociale et aux institutions politiques (un système sanitaire et d'éducation de base, la qualité des institutions politiques, l'Etat de droit) (La Porta et al., 2008; Hall et Jones, 2009; Acemoglu et al., 2001; Rodrik et al., 2004; Glaeser et al., 2004; Caselli, 2005). Une deuxième dimension de la compétitivité macroéconomique concerne la politique monétaire et fiscale. Il s'agit ici de mesures d'ordre fiscal, niveau des dettes, politiques inflationnistes, afin de gérer les fluctuations de l'activité économique à court et moyen terme (Fischer, 2003). Ces facteurs macroéconomiques sont donc influencés par les politiques du gouvernement national.

Les facteurs microéconomiques de la compétitivité sont fortement différents (Delgado et al. 2012). Il s'agit d'attributs spécifiques au milieu national d'affaires (stimulation ou, au contraire, inhibition des investissements et de la croissance économique), de l'organisation et de la structure de l'activité économique, et de l'utilisation de pratiques sophistiquées du management. Les décideurs politiques peuvent avoir une influence significative sur l'augmentation de la compétitivité nationale, en encourageant le milieu d'affaires, en permettant le développement des clusters, ou bien en améliorant les opérations et les stratégies d'entreprises.

En ce qui concerne les pays d'Europe centrale et orientale, depuis leur entrée dans l'Union européenne, un rôle important dans leur développement économique et implicitement dans l'augmentation de leur compétitivité, est joué par les fonds structurels et de cohésion (Sirghi et Cismas, 2008). Ces fonds peuvent être également vus comme un facteur important permettant aux bénéficiaires d'améliorer leur compétitivité.

Prenons, comme exemple, le cas de la Roumanie. Pour la période 2007-2013, la Roumanie aurait pu bénéficier de quelques 28,75 milliards Euros en tant que fonds structurels et de cohésion. Mais, jusqu'au 4 avril 2014, le taux d'absorption était de 34,25%, soit 9,85 milliards Euros (www.fonduri-ue.ro). Malgré un taux d'absorption bas, les fonds structurels et de cohésion ont permis à la Roumanie :

- de développer son infrastructure de base en conformité avec les standards européens (plus précisément une utilisation efficiente des ressources énergétiques, le développement et la modernisation de l'infrastructure de transport, l'amélioration de la qualité et de l'accès à l'infrastructure de l'eau et des eaux usées, du développement d'un système durable de management des déchets, de la réduction de l'impact négatif sur l'environnement et de la diminution des changements climatiques causés par les systèmes de chauffage urbain dans les localités les plus polluées, de la protection et de l'amélioration de la biodiversité et du patrimoine naturel, de la réduction du risque imputables aux désastres naturels) ;
- d'augmenter sa compétitivité économique à long terme (il est estimé que, jusqu'en 2015, la productivité de l'économie roumaine atteindra 55% de la productivité moyenne dans l'UE) ;
- de réaliser d'importants investissements productifs à l'aide des fonds européens et d'améliorer les standards internationaux, donnant accès à de nouveaux marchés ;

- de permettre l'accès des PME à des sources de financement et d'augmenter le niveau de la recherche et de l'innovation;
- de développer et d'utiliser d'une manière plus efficace le capital humain, à l'aide d'importants investissements dans le système d'éducation et d'instruction, l'amélioration de l'adaptabilité et de l'esprit entrepreneurial, la promotion de l'égalité des chances et de l'inclusion sociale ;
- de consolider une capacité administrative plus efficace dans la mise en oeuvre de ces fonds, la surveillance et l'évaluation des instruments structurels ;
- de promouvoir un développement territorial équitable.

Comme on peut le constater, les fonds européens ont eu une contribution importante à l'amélioration de la compétitivité de la Roumanie, dans la période 2007-2013, ainsi que dans la réduction de l'écart de développement économique par rapport à la moyenne européenne. Nous allons présenter par la suite les prévisions pour la période 2014-2020.

Cas pratique: la Roumanie – perspectives pour la période 2014-2020

L'amélioration de la compétitivité d'un pays repose sur de forts investissements publics, ainsi que sur le milieu d'affaires. Dans le cas des pays de l'Union européenne, à cela, s'ajoute une importante contribution des fonds structurels et de cohésion.

Les fonds structurels et de cohésion

Les fonds structurels peuvent contribuer à l'augmentation du potentiel d'innovation des agents économiques qui est étroitement lié à la structure de l'économie roumaine sous les formes suivantes (<http://www.fonduri-structurale.ro>) :

- les grandes sociétés représentent seulement 0.4% du nombre total des entreprises, mais contribuent à hauteur de 47.3% à la valeur ajoutée brute qui leur est attribuée ; conformément aux évaluations, 56.4% des grandes sociétés sont actives du point de vue de l'innovation ;
- les sociétés moyennes représentent 1.9% du nombre total des entreprises, et génèrent 20.5% de la valeur ajoutée brute du secteur privé ; il est estimé que 38.7% des entreprises moyennes sont actives du point de vue de l'innovation ;
- les petites entreprises représentent 10.6% du nombre total des entreprises et 17.8% de la valeur ajoutée brute ; conformément aux estimations, 27.5% des petites entreprises sont actives du point de vue de l'innovation ;
- les micro-entreprises représentent 87.1% du nombre total des entreprises et génèrent 14.4% de la valeur ajoutée brute du secteur ; seule une petite partie de ces micro-entreprises ont la capacité de s'orienter vers l'innovation.

La perspective financière 2014-2020 et les TIC

Pour la perspective financière 2014-2020, la Roumanie pourrait bénéficier de quelques 39 milliards d'euros (europa.eu). Les fonds structurels et de cohésion sont devenus la principale source d'investissement au niveau national, dans les conditions de crise économique et financière. Pour la période 2014-2020, la Roumanie doit perfectionner le mécanisme d'absorption des fonds (voir le tableau n.1) notamment lié aux nouvelles technologies (TIC).

Tableau 1. La compétitivité et les TIC

Objectifs 2020	Cibles UE	Situation courante en Roumanie
Couverture avec infrastructure en bande large a des vitesses supérieures à 30 Mbps	100% en 2020	63.7% en 2013
Couverture avec infrastructure en bande large a des vitesses supérieures à 100 Mbps	50% en 2020	18.9% en 2013
Pourcentage de population qui achète online	50% en 2015	5% en 2013
Pourcentage de population qui achète online transfrontalier	20% en 2015	1% en 2013
Pourcentage de PME qui vendent online	33% en 2015	5% en 2013
Utilisateurs réguliers de l'Internet	75% en 2015	43% en 2013
Utilisateurs réguliers de l'Internet dans la population en difficulté	60% en 2015	24% en 2013
Population qui n'a jamais utilisé l'Internet	15% en 2015	48% en 2013
Citoyens utilisateurs de l'e-gouvernement	50% en 2015	37% en 2013
Retour de formulaires remplis	25% en 2015	4% en 2013
Investissements publics en TIC et RD	Doublés, jusqu'à 11 milliards d'euro, en 2020	27.3 millions d'euros en 2013

Source: <http://ec.europa.eu/digital-agenda/en/scoreboard/romania> et <http://www.fonduri-structurale>

L'innovation

L'initiative emblématique « L'Union de l'innovation » vise à consolider les liaisons entre recherche et innovation, d'un côté et création d'emploi de l'autre, condition essentielle pour sortir de la présente crise économique. Chaque euro investi dans la recherche européenne a conduit à une augmentation de valeur ajoutée dans l'industrie de 7 à 14 euros, alors que l'allocation de 3% du PIB de l'UE pour la recherche et le développement pourrait créer, jusqu'en 2020, 3.7 millions d'emplois et pourrait augmenter le PIB annuel de près de 800 milliards d'euros jusqu'en 2025.

Des études effectuées par des spécialistes roumains dans le domaine ont relevé l'importante connexion entre le taux d'absorption des fonds structurels et de cohésion, et la croissance économique du pays (Cipleu (Chirilă), 2013). Il en résulte des connexions entre le niveau de paiement des fonds européens et la moyenne annuelle de croissance économique, entre la compétitivité régionale et la politique de développement régional. Afin de faire face aux nouvelles provocations de la perspective financière 2014-2020, la Roumanie devrait concentrer ses efforts sur la compétitivité régionale, et spécialement, sur l'innovation (Varvari, 2013).

La croissance économique et la création d'emploi

Depuis le début de la crise, la Commission n'a cessé d'encourager la prise de mesures visant à favoriser la croissance économique, qui représente le centre de la stratégie Europe 2020. Pour avoir des bases solides, cette croissance doit être intelligente, durable et favorable à l'inclusion. Le pacte pour la croissance et l'emploi adopté par le Conseil européen permettra, entre autres, d'introduire un volume plus grand de capital dans l'économie européenne, en consolidant la capacité d'emprunt de la Banque européenne d'investissements, ainsi que d'approfondir le marché unique.

Dans ce qui suit, nous allons faire un résumé des recommandations afin d'accroître le taux d'absorption et augmenter la compétitivité de la Roumanie avec effet sur la cohésion européenne :

- décentralisation du processus de management des fonds au niveau régional, afin de respecter le principe de subsidiarité, conformément au modèle de gouvernance à plusieurs niveaux ;
- introduction des formulaires électroniques, afin de réduire la bureaucratie et d'éliminer le nombre excessif de formulaires ;
- augmentation du personnel impliqué dans le processus de sélection, la conclusion de contrats et la surveillance des fonds européens, afin de fluidifier le processus et d'augmenter l'efficacité des remboursements ;

- élaboration des normes spécifiques de mise en œuvre et simplification des procédures d'acquisition, en évitant les changements législatifs à effet rétroactif ;
- allocation plus attentive du financement entre les axes destinés aux milieux d'affaires, avec une composante spéciale destinée au financement des centres de recherche-développement-innovation, des initiatives de clustering et des instituts de transfert technologique, des instituts et centres de recherche dans les parcs industriels ou dans d'autres types d'organisations d'affaires ;
- financement de projets intégrés, prioritaires et soumis à des stratégies de développement cohérentes au niveau régional, avec la préoccupation permanente d'éviter les projets d'investissement public isolés, qui ne font pas partie d'une stratégie et d'une vision globale à long terme.

Ce modèle de croissance économique, basé sur l'utilisation efficiente des fonds européens, à travers la création de stratégies régionales de développement sur le long terme peut représenter une base de prévision des Programmes opérationnels pour la période 2014-2020, adaptés aux besoins spécifiques régionaux. Sur la base de ces stratégies, les axes prioritaires et les domaines majeurs d'intervention visent l'augmentation de la compétitivité, en améliorant l'infrastructure sociale et de transport, la dotation en outillages/équipements de dernière génération, la création de centres de recherche et d'instituts technologiques qui confèrent un avantage compétitif basé sur l'innovation. Il serait préférable d'avoir une croissance économique polarisée autour des grandes villes, en étroite connexion avec des pôles de croissance de dimensions plus petites, autour des petites villes.

Il est également nécessaire de surveiller (au départ, pendant et à la fin du processus) la compétitivité régionale, en parallèle avec l'injection d'investissements dans la région, à travers les fonds européens et d'autres types de financement, en vue de l'amélioration et du perfectionnement du processus de financement et de mise en œuvre.

La politique industrielle

Pour la compétitivité de l'Europe, il est essentiel de développer rapidement des standards industriels communs, qui amèneront des bénéfices et des économies de coûts, tant pour les entreprises, que pour les consommateurs. Afin de réaliser cet objectif, la Commission a proposé toute une série de mesures législatives et non-législatives, afin d'élaborer plusieurs standards.

A travers ce modèle de programmation, de mise en œuvre et d'évaluation de la politique de développement régionale en Roumanie, on pourrait prendre la mesure de l'impact sur la compétitivité régionale, à partir de l'évaluation du potentiel économique, de ses piliers principaux (spécialement l'innovation), afin d'obtenir un niveau élevé de bien-être et de développement régional.

Conclusions

« La stabilité financière n'est pas suffisante. On peut et il faut faire plus afin de retrouver la croissance. La croissance est la clé du succès, la croissance est la solution. Par voie de conséquence, on se demande comment on peut promouvoir la croissance. Je pense (*José Manuel Barroso, President of the European Commission*) qu'il est important de nous rappeler que nous disposons doré et déjà d'une stratégie dans ce sens. Il s'agit de la stratégie Europe 2020 » (www.europa.eu/europe2020).

Une fois mise en application, la stratégie Europe 2020 conduira vers une Europe mieux préparée pour réaliser une croissance intelligente, durable et favorable à l'inclusion, une Europe qui associera la création d'emploi à l'inclusion sociale, et dans laquelle les citoyens pourront obtenir les compétences nécessaires afin de prospérer, une Europe capable de s'imposer globalement.

On peut conclure que, pour la Roumanie, l'augmentation de sa compétitivité dans l'avenir, ainsi que la réduction des écarts de développement par rapport à la moyenne européenne dépendent d'un très bon fonctionnement du triangle « Etat roumain – Environnement privé d'affaires – Union européenne ».

Une bonne capacité administrative dans la gestion des fonds européens et une forte implication du milieu d'affaires peuvent conduire à un degré plus élevé d'absorption de ces fonds.

Etant donné la crise, ces fonds européens représentent la principale source d'investissements pour l'économie roumaine, pouvant conduire à la création d'emploi, la croissance économique, l'augmentation du niveau de vie des habitants, la réduction des écarts de développement par rapport à d'autres pays de l'Union européenne, l'augmentation de la compétitivité.

Une direction future de recherche pourrait être l'évaluation de l'impact des fonds européens alloués à la Roumanie pour la perspective financière 2014-2020 relatifs à la réduction du décalage économique qui sépare notre pays de la moyenne européenne.

Bibliographie

Acemoglu, D., S. Johnson and J. Robinson (2001), "The Colonial Origins of Comparative Development," *American Economic Review* 91 (5), 1369-1401.

Caselli, F. (2005), "Accounting for Cross-Country Income Differences," in Aghion, P., S. Durlauf (eds.) *Handbook of Economic Growth*. Amsterdam: Elsevier.

Cipleu (Chirilă), Lavinia Florentina (2013), *L'utilisation des mécanismes spécifiques à la politique de développement régional de l'Union européenne pour l'augmentation de la compétitivité régionale de la Roumanie*, Univesitatea din Oradea.

Delgado, M., Ketels, Ch., Porter, M. E., Stern, S., (2012), *The Determinants of National Competitiveness*, Working Paper 18249, <http://www.nber.org/papers/w18249>, National bureau of economic research.

Fischer, S. (2003), "The Role of Macroeconomic Factors in Growth," *Journal of Monetary Economics* 32 (3), 485-512.

Glaeser, E., R. La Porta, F. Lopez-de-Silanes, and A. Shleifer. (2004), "Do Institutions Cause Growth?," *Journal of Economic Growth* 9(3), 271-303.

Hall, R. E. and C. I. Jones. (2009), "Why Do Some Countries Produce So Much More Output per Worker than Others?" *Quarterly Journal of Economics* 114 (1), 83-116.

La Porta, R., F. Lopez-de-Silanes, A. Shleifer, and R. Vishny. (2008), "Law and Finance," *Journal of Political Economy* 106 (6), 1113-1155.

Rodrik, D., A. Subramanian, and F. Trebbi (2004), "Institutions Rule: The Primacy of Institutions over Geography and Integration in Economic Development," *Journal of Economic Growth* 9 (2), 131-165.

Sirghi Nicoleta, Cismas Laura (2008), *Decisions et competitivite sur le marche unique europeen*, <http://steconomice.uoradea.ro/anale/volume>, Univesitatea din Oradea

Varvari, Ștefana Alexandra Diana (2013), *L'impact des investissements basés sur les fonds structurels et de cohésion sur la compétitivité au niveau de la région de développement nord-ouest de la Roumanie*, Univesitatea Babes-Bolyai, Cluj-Napoca

<http://ec.europa.eu/digital-agenda/en/scoreboard/romania>

<http://ec.europa.eu/europe2020/>

http://www.fonduri-structurale.ro/Document_Files//fs2014-2020/00010115/41bh6_POC-17.03.2014.RO.pdf

http://www.fonduri-ue.ro/res/filepicker_users/cd25a597fd-62/Documente_Suport/Rapoarte_Strategice/19.04.2013/ro_strat_report_2012.pdf

<http://www.europa.eu>

<http://www.fonduri-ue.ro>

<http://www.oecd.org>

Résumé

La compétitivité d'une économie se mesure en prenant en compte les performances en matière de productivité de l'exportation, innovation, environnement d'affaires, infrastructure, finances et investissements. En 2013, la Roumanie a perdu dix places dans le classement mondial de la compétitivité, occupant seulement la 78^{ème} position, sur 144 pays évalués. Comment pourrait-on améliorer la compétitivité du pays ? La réponse est, bien sûr, trop complexe pour être présentée dans cette communication. Les auteurs se concentreront sur le rôle joué par les fonds structurels et de cohésion alloués à la Roumanie pour la période 2007-2013, ainsi que 2014-2020. Une bonne convergence du triangle « Etat roumain – Environnement privé d'affaires – Union européenne » dans la gestion des fonds structurels et de cohésion pourrait offrir la solution pour que le pays gagne quelques positions dans le classement mondial de compétitivité. Dans la présente communication, les auteurs se proposent d'identifier quelques modalités à travers lesquelles la Roumanie pourrait améliorer sa compétitivité et le rôle potentiel des fonds structurels et de cohésion dans ce processus.